

Enfants de Partout

numéro
163



La revue des donateurs du BICE

AOÛT 2020 - TRIMESTRIEL - PRIX 2 €

www.bice.org

AVEC VOUS DEMAIN

Lutter contre la violence en temps de confinement p. 3

DOSSIER

Ces mineurs seuls et à la rue face au virus p. 4

PORTRAIT

Jean-Marie Petitclerc, auprès des enfants en difficulté p. 7



Le BICE face
à l'urgence
sanitaire

Sommaire

P. 3

Avec vous demain

Amérique latine. Lutter contre la violence en temps de pandémie

P. 4 et 5

Dossier

Comment protéger les mineurs non accompagnés

P. 6

En direct du terrain

Nos partenaires face à l'urgence sanitaire

P. 7

Portrait

Père Jean-Marie Petitclerc

P. 8

Agenda

Enfances dans le Monde fête ses 10 ans

Prière

Pourquoi continuez-vous à regarder le ciel ?

Édito

NOS PARTENAIRES MOBILISÉS FACE À LA PANDÉMIE



“ Chères donatrices, chers donateurs, J'espère de tout cœur que la crise sanitaire ne vous a pas affectés trop sévèrement. Elle a indéniablement mis en évidence le rôle capital que jouent les associations pour venir en aide aux plus démunis. **Partout dans le monde, nos partenaires ont su faire face à l'urgence**, distribuant des kits d'hygiène, de l'aide alimentaire, faisant de la prévention et mettant en place des solutions innovantes pour continuer à soutenir les enfants avec professionnalisme. Ce numéro rend hommage à ce travail remarquable qui aurait été impossible sans votre générosité. Je profite également de cet édito pour remercier le Père Petitclerc qui a bien voulu se prêter au jeu du portrait que nous faisons de lui. Son expérience et ses réflexions sur l'éducation nous nourrissent et nous inspirent.

En cette période où nous étions tous sommés de rester chez nous, les plus vulnérables d'entre tous n'avaient nulle part où aller. Je veux parler de ces jeunes étrangers venus seuls de pays pauvres ou en guerre et qui, faute d'avoir convaincu de leur minorité d'âge, ne sont pas mis à l'abri comme l'imposent les conventions internationales. Pourtant, lorsqu'ils sont pris en charge par l'Aide à l'enfance, ce sont souvent de belles histoires qui s'écrivent. Comme celle que nous a racontée Ghorban, arrivé à douze ans d'Afghanistan et devenu français depuis. Avec son salaire, il finance aujourd'hui les études de ses frères et sœurs, des enfants qui travaillaient dans les champs de pavots. Ainsi, grâce à l'accueil qu'il a reçu, il peut aujourd'hui contribuer à rendre le monde meilleur pour les enfants. Quel exemple inspirant par ces temps tourmentés !

Olivier Duval, Président du BICE

De vous à nous

GÉNÉROSITÉ, LES RETOMBÉES DE LA COVID

La pandémie de la Covid-19 a eu des conséquences de toutes sortes, y compris sur le comportement des donateurs. Cet impact a été analysé par iRaiser, un éditeur de logiciels dédiés aux organismes à but non lucratif. L'étude ne concerne que les dons sur internet, qui ont été privilégiés par beaucoup pendant le confinement. Ainsi, la collecte en ligne a progressé respectivement de + 393 %, et même + 693 % au moins de mars et sur la première quinzaine d'avril par rapport à l'année précédente. Toutefois, comme le précise iRaiser,

il faut surtout y voir une accélération de la digitalisation des associations et des habitudes des donateurs. La collecte faite via les mailings papiers risque, elle, en effet de baisser sur le second trimestre, pour certaines causes. C'est en tout cas ce que craignent 70 % des associations et fondations interrogées par France générosités. Le BICE subit lui aussi ces aléas liés à la crise actuelle. C'est pourquoi **nous tenions à remercier celles et ceux d'entre vous qui, quand ils l'ont pu, sont restés à nos côtés.**

Nous comptons sur vous tous pour continuer en 2020 à faire progresser les droits de l'enfant. Du fait de la perturbation de l'acheminement du courrier, certains d'entre vous ont reçu leur reçu fiscal avec retard. Nous vous présentons nos excuses... et vous remercions de votre patience.



RESTER À L'ÉCOUTE DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE EN AMÉRIQUE LATINE

En Amérique latine, notre programme de lutte contre la violence a dû s'adapter lui aussi aux contraintes et aux risques engendrés par la pandémie. Au Pérou et au Paraguay, nos partenaires ont mis en place de nouveaux services pour venir au secours des enfants en danger. Des actions qu'il est malheureusement nécessaire de poursuivre.

La lutte contre la violence à l'encontre des enfants, en particulier de nature sexuelle, est l'un de nos plus importants programmes en Amérique latine. Il réunit 5 de nos partenaires dans la région qui mènent des actions de prévention notamment dans les écoles à travers des ateliers « Grain de sable ». Dans ce cadre, les enfants apprennent à se protéger et à alerter face à des comportements à risques, les enseignants à repérer les enfants victimes ou en danger et des adultes sont identifiés comme « adultes-relais » auprès desquels les enfants peuvent trouver secours. Ces activités ont bien évidemment été perturbées avec l'instauration des mesures de confinement et la fermeture des établissements scolaires. Là encore, nos partenaires ont su réagir vite, en poursuivant autant que possible les formations par visioconférence, mais aussi en lançant d'autres initiatives pour protéger les enfants.

Des numéros d'appel au secours

Dans ce contexte critique, est apparue une priorité : permettre aux enfants de lancer un SOS 24 heures sur 24 en cas de violences subies sur leur lieu de confinement ou de situations d'anxiété liées à la pandémie. Au Pérou, notre partenaire CEDAPP (*Centro de Desarrollo y Asesoría Psicosocial*) qui accompagne des enfants victimes de maltraitements a ouvert une ligne pour les appels de détresse, *CEDAPP Te Escucha*¹. Quatre thérapeutes procurent un soutien psychologique aux enfants et aux familles qui les contactent. La campagne de diffusion de ce numéro gratuit a été menée jusque dans les zones les plus défavorisées et reculées du pays. Ce support vient ainsi heureusement compléter la ligne d'appels d'urgence initiée par l'État qui n'est en mesure ni de répondre à toutes les demandes, ni de se

À TITRE INDICATIF
840 € =
coût de fonctionnement mensuel de la ligne téléphonique au Paraguay

faire connaître des régions éloignées. En parallèle, CEDAPP anime tous les jeudis à la radio une émission de prévention contre la violence. Une façon là aussi de faire savoir aux enfants victimes de maltraitements qu'ils ne sont pas seuls. Au Paraguay, notre partenaire BECA (*Base Educativa y Comunitaria de Apoyo*) a lui aussi ouvert une ligne d'urgence *Fono Lila*, où un psychologue et un juriste se chargent de répondre aux appels. Ils ont pour mission d'orienter les enfants vers une association ou un service à même de les prendre en charge car notre partenaire est, lui, spécialisé dans la prévention et non dans l'accompagnement des enfants victimes.

Rester à l'écoute

Ces deux lignes téléphoniques étaient initialement prévues pour fonctionner uniquement jusqu'à fin juin. Mais, la fermeture des écoles étant prolongée, elles resteront en service jusqu'à fin décembre, et peut-être au-delà. Car, avec ces numéros d'urgence initialement temporaires, nos partenaires ont expérimenté une nouvelle forme d'aide aux enfants qui complète et élargit la portée de notre programme de lutte contre la violence. CEDAPP dont l'action est habituellement concentrée sur Lima a pu, par exemple, avec le numéro d'appel et sa diffusion

cedapp Te Escucha
Línea de atención psicológica gratuita durante la emergencia sanitaria

Escribenos vía WhatsApp o Mensaje de texto al **937 536 091**

Te contestaremos y daremos una cita telefónica

bice FONDATION AIRFRANCE Cesip cedapp

¡La casita contigo!
Espacio radial
Contáctanos para resolver tus dudas o preocupaciones a nuestra página de Facebook **Cedapp Perú** o a **lacasitadeljuego@cedappperu.org**. Te responderemos las y los psicólogos de CEDAPP.

Radio Enmanuel
100.7 fm
Todos los jueves
8:00 a 8:30 a.m.

cedapp

La campagne de promotion pour la ligne téléphonique d'urgence et l'émission radio au Pérou.

tant à la radio que sur les réseaux sociaux, toucher des enfants d'autres régions. Même constat pour notre partenaire BECA au Paraguay qui a aussi pu sensibiliser à la bienveillance et à la parentalité positive les populations les plus vulnérables, en intervenant lors de soupes populaires pendant le confinement.

Aujourd'hui, nous comptons sur vous pour nous permettre de pérenniser ce travail crucial pour les enfants et contribuer à développer autour d'eux un climat de bienveillance. Merci pour votre soutien à nos missions !

¹ CEDAPP t'écoute



Pour Ghorban, jeune Afghan arrivé à 12 ans en France, l'intégration a été difficile mais exemplaire.

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS, ENCORE FRAGILISÉS PAR LA PANDÉMIE

Depuis plusieurs années, des jeunes venus d'Afrique, d'Europe de l'Est ou d'Asie se lancent sur les routes de l'exil dans l'espoir d'un avenir meilleur en Europe. Particulièrement vulnérables, ces « mineurs non accompagnés » relèvent en France de la protection de l'enfance. Mais tout se complique quand leur minorité est contestée.



Chaque année, la France voit arriver sur son sol des enfants et des adolescents isolés, parfois très jeunes.

Venus d'Afrique, d'Europe de l'Est ou d'Asie, la plupart ont fui une situation de guerre ou de pauvreté irrémédiable qui ne leur laissait aucun espoir d'avenir. En tant que mineurs, ils sont mis à l'abri dans le cadre de la protection de l'enfance. La France, à la différence de certains autres États européens, considère en effet que ces jeunes sont des enfants avant d'être des migrants. En cela, elle va dans le sens du Comité des droits de l'enfant qui, en 2005, a émis une observation générale selon laquelle la situation des mineurs non accompagnés (MNA) ne doit pas être vue uniquement sous l'angle de la migration, mais sous celui de la mise en œuvre effective des principes édictés par la Convention relative aux droits de l'enfant.

17 000 mineurs non accompagnés recensés en France

Combien sont-ils ? « Les chiffres pour la France n'existent que depuis 2013, date de la création d'une mission MNA rattachée au Ministère de la justice et à la Direction de la Protection judiciaire de la Jeunesse et chargée de la répartition de ces jeunes au niveau national », explique Léa Jardin, de l'Université Catholique de Lille, auteure d'une thèse sur la protection du MNA en droit international et européen. Cette mission estimait en 2019 à près de 17 000 le nombre d'enfants non accompagnés présents sur le territoire français, soit deux fois plus qu'en 2015. « On ne connaît en revanche pas exactement le nombre de jeunes qui se présentent aux services des départements chargés de leur évaluation, précise Léa Jardin. L'Assemblée des départements de France évaluait leur nombre à 54 000 en 2017, mais il ne s'agit là que d'une estimation. »

La reconnaissance ou non de minorité

Faire valoir qu'ils sont mineurs fait partie des nombreux défis auxquels ces enfants sont confrontés à leur arrivée en Europe. C'est ce que déplore le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (UNHCR) dans un rapport paru en 2019. « Les procédures de détermination de l'âge manquent de fiabilité et de cohérence, y lit-on, avec pour résultat le fait que certains enfants sont considérés comme des adultes et ne peuvent donc avoir accès aux systèmes nationaux de protection de l'enfance ni à d'autres services essentiels. » Aujourd'hui, en France, l'évaluation se fait sur la base d'examens psychosociaux, médicaux (radiographie osseuse) et des documents d'identité fournis, ainsi que, depuis la loi Asile et immigration de 2018, de prise d'empreintes digitales. « Les entretiens psychosociaux sont menés par les dé-

partements qui sont juges et parties puisqu'ils évaluent des jeunes dont ils auront la charge s'ils sont reconnus mineurs, s'inquiète Franck Ozouf, chargé de projet « migration et accès aux droits » au Secours Catholique-Caritas France. Ces entretiens se font sans la présence d'un avocat ou d'un représentant associatif et ressemblent bien souvent à de véritables investigations. » Quant aux tests osseux, ils présentent une marge d'erreur pouvant aller jusqu'à 4 ans... C'est ce que dénoncent de nombreuses associations qui, avec les hautes instances scientifiques et médicales et le Défenseur des Droits, demandent qu'ils soient interdits.

Des enfants en situation de vulnérabilité totale

Dans le rapport déjà cité, le HCR précise que les procédures de détermination de l'âge devraient reposer sur une approche globale et multidisciplinaire. « *L'approche idéale n'existe pas*, reconnaît Franck Ozouf. *C'est le public le plus vulnérable puisqu'il s'agit à la fois d'enfants et de migrants. On devrait être dans une logique de protection, or on est dans la suspicion. Notre préconisation est de faire confiance aux déclarations du jeune et de se fier aux papiers fournis.* » C'est d'ailleurs sur la base de ces mêmes papiers, qui attestent de leur minorité, que ces enfants se voient souvent refuser l'accès aux centres d'hébergement réservés aux adultes lorsque leur prise en charge est refusée par les départements. Bien qu'ils aient la possibilité de saisir eux-mêmes un juge pour faire appel de la décision de majorité, ils se retrouvent alors sans aucun soutien. « *Cela pose la question de l'effectivité du droit au recours*, précise Franck Ozouf. *En effet, les droits du jeune courent tant que la décision n'est pas prise. Mais si le département l'évalue majeur, la prise en charge s'arrête, et le jeune se retrouve à la rue en attendant le recours.* »

Les derniers à avoir été mis à l'abri

La crise sanitaire actuelle a encore aggravé ces situations déjà critiques. L'État a mis en place un filet de sécurité pour que les personnes à la rue bénéficient d'un toit et soient ravitaillées. « *Les MNA ont été les derniers à être mis à l'abri et les premiers déconfinés*, constate

« Aucune famille n'a envie de laisser partir ses enfants. »

Ghorban est le jeune Afghan du documentaire *Cœur de pierre*¹, que nous avons programmé l'année dernière au festival *Enfances dans le Monde*. Arrivé seul en France à 12 ans, il a franchi toutes les épreuves jusqu'à trouver un travail pour aider sa famille en Afghanistan. Un parcours exemplaire.

« Quand j'avais deux ans, mes parents se sont séparés. Mon père est parti vivre en Iran avec mon frère aîné, ma mère s'est remariée et moi, j'ai été envoyé chez mon grand-père. Il était très dur avec moi, tout comme sa seconde épouse et ma tante. On ne m'appelait pas par mon prénom, mais « l'orphelin ». J'allais à l'école coranique en hiver mais dès les beaux jours, je devais aider aux champs.

Quand la situation est devenue invivable, j'ai cherché à rejoindre mon père en Iran. J'avais dix ans. Mes cousins ont payé le passeur qui a accepté de me prendre malgré mon jeune âge. Arrivé en Iran, j'ai découvert que mon père avait été assassiné - je ne l'avais pas su. Avec mon frère, nous avons travaillé pendant un an dans une entreprise qui fabriquait des cheminées. Nous dormions dans une pièce sur place avec les autres ouvriers. Dès qu'il a eu mis assez d'argent de côté, mon frère est parti vers l'Europe et a gagné l'Angleterre. J'étais trop jeune pour le suivre ; puis j'ai décidé de partir moi aussi.

Ça a été un choix très difficile. J'avais onze ans, je gagnais trop peu pour économiser, c'est mon frère qui m'a aidé. Je n'ai compris que plus tard combien il s'était sacrifié pour moi : il m'envoyait tout son argent. Je suis passé par la Turquie, la Grèce, l'Italie, où je suis resté six mois, puis je suis arrivé en France, j'avais douze ans. Je suis resté un temps Gare de l'Est. **Les gens me disaient d'aller en Angleterre, mais j'ai aimé la France. J'ai aimé la langue, la culture, les gens.** Mais ça n'a pas été facile, pour les papiers, pour pouvoir aller à l'école. Il a tout le temps fallu se battre. Puis, peu à

peu, les choses se sont arrangées.

J'ai obtenu la nationalité française, mon bac, mon diplôme professionnel. Aujourd'hui, je suis technicien de laboratoire pour des laboratoires d'analyses médicales, et bientôt pour une entreprise qui produit des tests de dépistage du cancer.

À quinze ans, j'ai repris contact avec ma mère, dont je n'avais plus de nouvelles depuis notre séparation et à dix-neuf ans, je suis retourné en Afghanistan. Il y a vraiment un « avant » et un « après » ce voyage. Avant, j'avais l'impression de ne pas avoir de sentiment. Soudain, je découvrais que j'avais une famille, des frères et sœurs, que j'étais aimé et que je pouvais aider. Année après année, j'ai réussi à leur acheter une maison dans la ville d'Irat et à financer la scolarité de mes frères et sœurs. L'aînée, qui travaillait dans les champs de pavots, est en 3^e année de faculté d'infirmière. Mon frère est lui aussi à l'université et le plus jeune vient de passer son bac. On ne se rend pas compte de ce que vivent les enfants laissés à eux-mêmes dans des pays en guerre. C'est la jungle, la loi du plus fort, certains meurent dans la rue. Moi, quand je suis parti, je pensais ne plus avoir de famille. **Ceux qui partent en laissant une famille derrière eux, c'est qu'ils n'ont pas le choix. Personne n'a envie de quitter sa famille. Aucune famille n'a envie de laisser partir ses enfants.** Je sais comment les mineurs sont traités sur les routes de l'exil, c'est très dur. Il ne faut pas avoir peur d'eux. Il faut les aider à apprendre la langue, à s'intégrer. Et il faut arrêter ces guerres pour que les jeunes puissent rester chez eux. »

¹ Film documentaire d'Olivier Jobard et Claire Billet (2019)

Franck Ozouf. *Les jeunes en attente de recours devant le juge devaient bénéficier du maintien de leur prise en charge du fait de cette présomption de minorité et de la situation sanitaire. Mais départements et État se sont renvoyé la balle. Il a fallu saisir les tribunaux qui, à chaque fois, ont tranché pour une prise en charge par le département. Même la Cour européenne des Droits de l'Homme a dû intervenir pour exiger de la France*

cette prise en charge sur des situations individuelles. » Au moment du déconfinement, il a été décidé que l'urgence sanitaire et la trêve hivernale seraient prolongées jusqu'en juillet. Pourtant, les mineurs que les départements considéraient comme majeurs ont été remis à la rue le 11 mai dans certains territoires. Et Franck Ozouf de conclure : « *Le filet de protection étatique ne s'est pas mis en place pour les MNA.* »

NOS PARTENAIRES FACE À L'URGENCE SANITAIRE

En cette période de pandémie, la faim, les angoisses ont encore détérioré la situation des enfants dont s'occupent nos partenaires. Grâce à votre générosité, le BICE a pu renforcer encore sa présence à leurs côtés dans cette période si dramatique.

Inde Distribuer en porte à porte des paniers alimentaires

En Inde, c'est notre partenaire *Aina Trust* qui a fait appel à nous. *Aina Trust* intervient dans des villages éloignés de tout, où les familles ne parvenaient plus à assurer leur subsistance dans un monde à l'arrêt. Avec l'autorisation des autorités locales, l'organisation a rapidement distribué des paniers contenant de la nourriture de base ainsi que du savon et des masques. Et, grâce au soutien du BICE, cette distribution de porte en porte a pu s'étendre à plusieurs centaines de familles supplémentaires.

Afrique Assurer des aides d'urgence et des campagnes de prévention

Les épidémies qui tuent, les pays d'Afrique les connaissent bien. Pas étonnant alors que les autorités aient pris très tôt des mesures de confinement. Mais encore fallait-il que les populations pauvres, sans eau courante, aient de quoi se laver les mains et se protéger. En RD Congo comme au Togo, nos partenaires ont fait le nécessaire : distribution d'eau, de savon, de chlore, de masques, mais aussi sensibilisation de la population à une vigilance accrue... À l'est de la RD Congo, les containers d'eau mis en place lors de la récente vague d'Ebola ont pu resservir. Pour un autre partenaire, nous avons fourni des chutes de tissu afin que les apprenties couturières fabriquent des masques dans les ateliers de formation. Partout, l'adaptation a été de mise. Comme au Togo, où le réseau et les outils développés lors d'une précédente opération de sensibilisation pour l'enregistrement des naissances ont servi de supports à une nouvelle campagne de diffusion des gestes barrières, à travers affiches et émissions radio.



Népal De l'éducation à l'aide sanitaire et alimentaire

Au Népal aussi, la vie s'est soudainement arrêtée en ce début 2020. Et ce sont des problèmes de survie qui ont alors frappé les familles des enfants bénéficiaires de notre projet éducation. Des familles qui ont bien souvent quitté leur campagne pour s'installer dans la banlieue de Katmandou où elles exercent de petits travaux journaliers, stoppés net par le confinement lié à l'épidémie. Dans l'urgence, notre partenaire a assuré, avec le soutien du BICE, une première aide alimentaire sur un mois, renouvelée au mois de juillet. Des kits de protection (savon, masques, désinfectant, gants) ont également été distribués.

Amérique latine Soutenir ceux que l'aide publique n'atteint pas

Dans les quartiers pauvres où interviennent nos partenaires au Paraguay et au Pérou, les familles ont subi de plein fouet le confinement. Comment survivre quand on est vendeur ambulancier ou recycleur de canettes ramassées dans la rue et que tout s'arrête ? « *Les familles doivent choisir entre la faim et le virus* », tel était le glaçant constat du coordinateur d'OPA-Niños Libres, l'un de nos partenaires au Pérou. Certes, les autorités ont débloqué des aides alimentaires, mais insuffisantes et mal

Aide alimentaire et sanitaire en RD Congo.

distribuées dans les régions les plus reculées. Avec ses partenaires, le BICE a pu apporter une aide alimentaire d'urgence dont ont bénéficié environ 800 enfants.

Russie Soulager l'angoisse des enfants en situation de handicap

Fermeture des écoles, des centres de jour, arrêt des visites dans les internats..., en Russie aussi, on est resté confiné. Pour des enfants en situation de handicap, qu'ils vivent en famille ou en internat, cette brusque rupture de routine a été une source profonde d'angoisse. L'enjeu était de maintenir le suivi éducatif et psychosocial et de rompre l'isolement violent des enfants en internat. Internet a ici été d'un précieux recours et l'aide a porté essentiellement sur l'apport de matériel informatique et le développement d'une plateforme en ligne. Les enfants en famille ont ainsi pu continuer à suivre à distance leurs ateliers, ceux en internat à maintenir le lien avec leurs éducateurs et les bénévoles grâce à la contribution des aides-soignantes.

Grâce à votre soutien, nous avons pu répondre à l'urgence que vivaient nos partenaires et les enfants. Merci !

« Il faut transmettre la Parole de façon à ce que les enfants inventent leur manière de croire. »

Aujourd'hui coordinateur du réseau Don Bosco Action Sociale*, le Père Jean-Marie Petitclerc dédie sa vie aux enfants et adolescents en difficulté. Il nous raconte sa vision du rôle d'éducateur.

Quel enfant avez-vous été ?

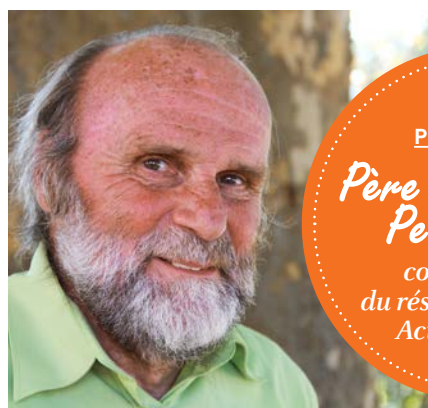
Je suis natif de Normandie. Mon père était médecin et ma mère infirmière. Voulant faire comme mon grand frère qui savait lire, j'ai appris à lire avant d'aller à l'école et suis entré directement en CE1 avec deux ans d'avance. J'avais neuf ans à mon entrée en sixième, et il a fallu que j'excelle pour prendre ma place parmi mes camarades plus âgés, y compris en sport où j'avais forcément du mal à les suivre. La Normandie étant proche de la mer, j'ai passé aussi pas mal de temps à rêver de partir en bateau explorer le monde.

Comment est né votre engagement religieux ?

En classe de sixième, le petit garçon que j'étais avait pris pour lui une parole de l'Évangile que nous citait un jeune prêtre : « *La moisson est abondante, les ouvriers sont peu nombreux* ». Cette idée de vocation s'est éloignée de moi à l'adolescence. J'avais quinze ans en mai 68, je m'intéressais à la politique et je suis entré à Polytechnique dans l'idée de faire l'ENA ensuite. Un grave accident de sport en a décidé autrement. Durant mon hospitalisation, j'ai lu une biographie de Don Bosco. La figure de ce prêtre réalisait toutes mes aspirations : il était éducateur, or je m'étais engagé dans le scoutisme quand j'étais à l'X. Il était prêtre, ce qui rejoignait ma vocation d'enfant, et il s'intéressait à la politique de son pays. Je me suis dit que si je remarquais un jour, je répondrais à ce pour quoi j'étais appelé. J'ai remarqué et je me suis engagé chez les Salésiens de Don Bosco.

Et votre engagement auprès des enfants ?

Il est lié à la fois à une réflexion sur l'importance, pour l'avenir de la société, d'accompagner les années d'enfance et d'adolescence, et à une expérience faite lors de cours bénévoles donnés à des jeunes en difficulté scolaire. Je pensais auparavant que, si j'avais réussi à entrer à Polytechnique, c'était parce que j'étais intelligent et que j'avais bien travaillé à l'école. Un de mes jeunes élèves m'a fait comprendre que je me trompais. Pour ma part, quand je partais à l'école, j'avais la certitude qu'à mon retour, ma mère serait là pour me préparer mon goûter et que mon



PORTRAIT DU
Père Jean-Marie
Petitclerc,
coordinateur
du réseau Don Bosco
Action Sociale

père ne tarderait pas à rentrer : aussi pouvais-je investir pleinement ma scolarité, alors que ce petit garçon, lui, voyait son père ivre dès le matin et partait pour l'école, inquiet de l'état dans lequel il retrouverait son petit frère. Peut-être était-il plus intelligent et prêt à travailler que moi, mais ses résultats étaient catastrophiques. Quand je me suis engagé chez les Salésiens, j'ai d'abord dirigé un foyer pour adolescents confiés par les services sociaux ou les juges pour enfants, dans la banlieue de Caen. Ensuite, j'ai travaillé comme éducateur de rue et j'ai fondé *Le Valdocco*, une association de prévention dans un quartier dit sensible de la région parisienne. C'est là que s'est dessiné le fil rouge de ma pensée éducative : un jeune qui se fait du mal ou fait du mal aux autres a toujours ses propres raisons d'agir ainsi. Tant que l'éducateur ne les aura pas décryptées, sa réponse sera à côté de la plaque.

Quels sont vos craintes et vos espoirs pour les enfants d'aujourd'hui ?

La révolution numérique abolit les limites dans le rapport à l'espace et au temps. On observe chez les jeunes une tendance à la recherche de plaisirs immédiats et une difficulté plus grande à s'inscrire dans un parcours éducatif à long terme, où il faut accepter la frustration, l'attente, prendre le temps de faire grandir le désir. En termes de politique de l'enfance, l'accent est mis uniquement sur la protection. Bien sûr, il faut protéger les enfants de la maltraitance, de l'abus. Mais on interdit de courir le moindre risque : **or une éducation sans risque est, à mes yeux, la plus risquée qui soit puisqu'elle crée des irresponsables.** Les enfants d'aujourd'hui sont toujours aussi merveilleux, et c'est une source d'espoir de les voir nous interpellier sur la préservation de la planète, nous qui avons tant cru au progrès. Tel est le rôle de l'éducateur : transmettre un héritage à partir duquel le jeune puisse inventer. Il en va de même pour la foi : il s'agit de transmettre la Parole de façon à ce que les enfants inventent leur manière de croire et de vivre leur foi, laquelle sera marquée par leur époque, et donc forcément différente de la nôtre.

* L'Association Maisons Don Bosco est membre du réseau BICE.

Agenda

ENFANCES DANS LE MONDE FÊTE SES 10 ANS !

Créé en 2010 dans le but de sensibiliser le public aux graves violations de droits dont des millions d'enfants sont encore victimes, *Enfances dans le Monde* fêtera ses 10 ans en novembre.

Au fil des ans, le festival de films documentaires du BICE a su évoluer et gagner en renommée, grâce à sa sélection de qualité et aux temps forts qui rythment chaque édition. Cette année, le festival aura lieu les 26 et 27 novembre : une édition anniversaire qui promet d'être riche en émotions, avec une soirée grand public et de nombreuses séances dédiées aux scolaires.

→ Un rendez-vous annuel pour les scolaires

Chaque année, le festival accueille des centaines d'élèves de la région parisienne avec leurs enseignants. L'occasion pour ces jeunes de découvrir des histoires vraies poignantes et d'échanger autour des films visionnés.

Remis chaque année pour clôturer le festival, le Prix des Jeunes a été, en 2019, décerné par un jury composé de près de 450 élèves.

→ Un festival en ligne pour tous

L'année dernière, notre festival en ligne voyait le jour. Un projet initié par le BICE pour permettre à tous de découvrir gratuitement des films documentaires marquants, souvent inédits en France et ayant fait le succès du festival. Les commentaires positifs des internautes spectateurs nous ont encouragés à renouveler l'expérience. Quatre films coups de cœur, spécialement sélectionnés pour l'occasion, seront donc disponibles à la rentrée sur le site du BICE.



→ Des éditions décentralisées en région

Suite au succès des éditions décentralisées du festival en 2018 et 2019, nous souhaitons cette année continuer à développer ce format qui permet à des établissements de province de découvrir la sélection unique du festival, en accueillant l'événement directement chez eux. **Si vous pensez que ce projet pourrait intéresser une structure avec laquelle vous êtes en lien (collège, cinéma, etc.), n'hésitez pas à nous contacter !**

Prière



Pourquoi continuez-vous à regarder le ciel ?

Il semble que nous n'ayons pas appris la leçon : nous fixons le ciel, en attendant des réponses d'en haut, un signe, une raison de continuer à agir.

Mais, Toi, Seigneur Jésus,
Tu nous mets au défi, Tu nous encourages
à prendre nos responsabilités,
à être présents, actifs à nous engager,
pour ce monde que tu as mis entre nos mains.

Il est de notre responsabilité
que ce monde soit transformé.
C'est notre heure, même au milieu de l'incertitude
qui nous empêche de voir en toute clarté
que nous ne serons pas sauvés individuellement
mais ensemble, comme des frères.

Frère Diego Muñoz, cf. Actes 1:11



Bon de générosité

À retourner avec votre chèque à l'ordre du BICE
70 bd Magenta - 75010 Paris

Oui, je soutiens le BICE avec un don de :

50 € 100 € 150 €

Soit, après déduction fiscale 17 € 34 € 51 €

→ Merci de m'adresser mon reçu fiscal. Si je suis imposable, je pourrai déduire 66% de mon don.

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Dans le cadre du Règlement général pour la protection des données (RGPD) vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement des données vous concernant ou une limitation du traitement. Pour plus d'information nous vous invitons à consulter la page de l'association « Mentions légales, Vie privée et Cookies ».

EDP163

Enfants de Partout N°163 – Août 2020 – Trimestriel.

Directeur de publication : Olivier Duval - Rédacteur en Chef : Pascale Kramer.

Ont contribué à ce numéro : Véronique Brossier, Monique Scherrer, Sandrine Heurteux, Tiphaine Poidevin, Frère Diego Muñoz.

Photos : Couv. Manuel Darío Fuentes Hernández / Pixabay, Shutterstock ; P.2 BICE ; P.3 CEDAPP ; P. 4-5 Olivier Jobard/MYOP ; P.6 Gewevuca ; P.7 Jacques Rey.

Maquette : De Villeneuve et Associés ; C. Rocolle - Imprimerie : Uniservices, La Prairie, 91140 Villebon-sur-Yvette - CPPAP : 0922 H 83521 - N° ISSN : 0252-2799 BICE, 70 boulevard de Magenta, 75010 Paris - Tél. : 01.53.35.01.00 - E-mail : contact@BICE.org - CCP 16 - 70211 C Paris. Site internet : www.bice.org. Diffusion générale. Ce numéro comporte un encart *L'Essentiel 2019* sur l'ensemble de la diffusion.